

OBJET : Travaux de goudronnage et création de trottoirs Chemin des Fontenettes

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la demande de l'entreprise BUFFIN TP d'Ampuis pour réaliser des travaux d'entretien sur le Chemin des Fontenettes (CC. n°2), considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité de la circulation automobile et piétonnière ainsi que des ouvriers, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

Le Maire de la Commune de SAINT-PRIM

ARRETE

Article 1 : Annule et remplace l'arrêté n° 2011.06 du 5 mars 2011.

Article 2 : La circulation sera temporairement réglementée sur le Chemin des Fontenettes (CC. n°2) dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable du 8 mars 2011 au 8 avril 2011.

Article 3 : La circulation des véhicules sera interdite dans le chemin des Fontenettes et les déviations se feront par la Route de Vienne et l'Allée des Mûriers.

Article 4 : La signalisation du chantier (jours et nuits) sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle de l'entreprise BUFFIN TP d'Ampuis. Une signalisation spécifique pour la circulation des piétons, l'accès des riverains et le service de collecte des ordures ménagères devra être mise en place en cas de nécessité.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Le Maire, l'entreprise responsable des travaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera transmise à l'entreprise, à la CCPR et à la Gendarmerie de St-Clair du Rhône.

Fait à Saint-Prim, le 18 mars 2011

Le Maire
P. BARRAUD